

Impacts de la pandémie du Coronavirus sur la sécurité alimentaire

Dr. Ahmed BENMIHOUB

Centre de Recherche en Economie Appliquée pour
le Développement (CREAD)

Résumé

La pandémie du COVID-19 a fait augmenter les craintes d'une récession mondiale et certains craignent même une crise d'approvisionnement alimentaire avec des répercussions graves sur la sécurité alimentaire. A travers cette communication, le conférencier a tenté d'apporter quelques éclairages basés sur des analyses fraîchement produites concernant un certain nombre d'interrogations: Quelles sont les principales conséquences de la pandémie sur le système alimentaire ? Quels sont les types de réponses à apporter ? Quelles sont les répercussions de la présente pandémie, en particulier pour l'Algérie ? Et, enfin, quels sont les enseignements à tirer pour la période post-pandémie ?

Mots clés: pandémie du COVID-19, système alimentaire, crise sanitaire.

Introduction

Les crises représentent des moments de vérité, car elles permettent de révéler de façon indéniable le niveau de résilience des systèmes construits par les hommes. A ce titre, nous proposons dans cette communication une analyse des conséquences de la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie du Coronavirus sur le système d'approvisionnement alimentaire. Nous essayerons d'apporter des éclairages, basés sur les analyses produites et les données publiées, sur un certain nombre d'interrogations: Quelles sont les principales conséquences de la pandémie sur le système alimentaire global ? Les pénuries alimentaires observées résultent-elles d'un problème d'approvisionnement, ou plutôt d'un changement de comportement des agents (consommateurs, négociants, décideurs, etc.) vis-à-vis de la sécurité alimentaire ? Quels sont les types de

réponses adaptatives mises en œuvre par les parties prenantes (institutions internationales, Gouvernements, opérateurs et citoyens) ? Quelles sont les répercussions de la pandémie sur la sécurité alimentaire des pays dépendants du commerce international, cas de l'Algérie en particulier ? Enfin, quels enseignements et quels scénarii pour la sécurité alimentaire de l'Algérie ?

1. Conséquences principales de la pandémie du Covid-19 sur le système d'approvisionnement alimentaire global

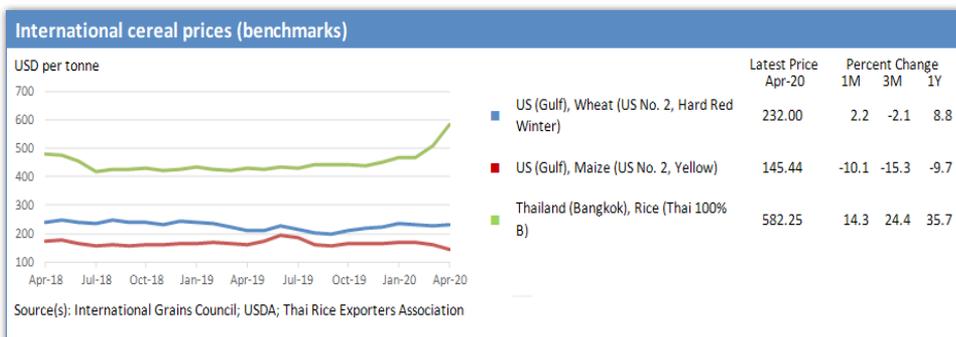
Le système d'approvisionnement alimentaire a été sérieusement impacté par plusieurs facteurs liés à la crise sanitaire du Coronavirus :

- Les mesures de restriction ou d'interdiction des exportations prises par un nombre de pays exportateurs de denrées alimentaires de base: les pays de la CEI (Russie(1), Ukraine(2), Kazakhstan) ont fixé des contingents à l'exportation de céréales – blé notamment- ; Quelques pays de l'Union économique eurasiatique (UEEA) (Belarus, Kirghizistan) ont imposé carrément une interdiction à l'exportation d'un certain nombre de produits de base durant 3 mois (31 mars – 30 juin) ; la Roumanie, pays de l'Union européenne, a décidé d'interdire les exportations de blé, maïs, riz, tournesol, sucre ; l'Inde et le Vietnam ont également imposé des restrictions aux exportations de riz ;
- La course à la constitution de stocks de sécurité concernant les produits de base par les pays importateurs : la Chine a effectué des achats de farine de blé aux USA malgré ses réserves importantes ; l'Algérie et la Turquie ont également effectué des commandes pour l'achat de quantités importantes de céréales (blé notamment) ; le Maroc a décidé de lever la taxe douanière sur le blé pour faciliter l'importation et la constitution de stocks ;
- Les chaînes d'approvisionnement ont enregistré des perturbations et des ruptures en raison des restrictions imposées au transport de marchandises et au déplacement de la main-d'œuvre : l'industrie céréalière française a subi une pénurie de main-d'œuvre et de camions de transport ; le fonctionnement des ports fut gravement perturbé par l'absence de dockers ou par les opérations de désinfection ; les contrôles sanitaires

aux frontières et les mises en quarantaine ont sévèrement impacté le transport de biens alimentaires (frais notamment) ; la fermeture des frontières a entraîné des pénuries de main-d'œuvre migrante et menacé par conséquent les récoltes (cas du Canada et des pays de l'Europe occidentale) ;

- Le phénomène de spéculation par un nombre d'intermédiaires : certains intermédiaires véreux ont constitué des stocks illicites dans l'objectif de créer des pénuries et spéculer sur les prix des produits de base ;
- La fermeture des restaurants et hôtels : cette décision prise dans la plupart des pays a impacté brutalement les filières agricoles et alimentaires et mis en difficulté un grand nombre de petites et moyennes entreprises de production, de transformation et de distribution ;
- La constitution de stocks alimentaires domestiques par les ménages : la décision de confinement obligatoire a poussé les ménages à se précipiter vers les magasins et les supermarchés pour effectuer des achats afin de constituer des stocks domestiques.

Il en résulte de cet ensemble de facteurs une situation de crise des disponibilités et d'accessibilité à l'alimentation qui se traduit par : (i) une variation drastique des prix des produits alimentaires (hausse ou baisse des prix en fonction des produits et selon l'intensité de la variation de l'offre et de la demande) (cf ; figure ci-dessous ; (ii) des pénuries alimentaires (produits de base notamment : blé, riz) ; (iii) une dégradation du revenu des catégories sociales vulnérables (petits agriculteurs ; petites entreprises de transformation et de distribution des aliments ; travailleurs indépendants ; salariés contraints au chômage ; ménages démunis ou à faible revenu).



2. Crise alimentaire réelle ou artificielle ?

Les pénuries de biens alimentaires (produits de base essentiellement) sont apparues alors que les prévisions de production et de stocks au niveau mondial sont plutôt positives: selon l'International Grain Council, la récolte atteindra 763 millions de tonnes en 2019/2020 ; pour la FAO: « Il n'y a pas de pénurie alimentaire à l'horizon, assène le chef économiste Maximo Torero au Temps. La production des céréales se porte bien et, selon notre système d'alerte rapide, les exportateurs détiennent des stocks suffisants pour approvisionner le marché » ; au niveau de la Bourse de Chicago, bourse de référence pour les produits agricoles, le prix du boisseau (27 kilos) était de 5,74 dollars le 25 mars (contre 4,98 dollars le 16 mars).

Un analyste chevronné du marché céréalier à la FAO donne l'explication suivante : « Ce n'est pas un problème d'approvisionnement, mais c'est un changement de comportement par rapport à la sécurité alimentaire. Que se passe-t-il si les acheteurs en gros pensent qu'ils ne peuvent pas recevoir de blé ou de riz en mai ou juin ? C'est ce qui pourrait conduire à une crise mondiale de l'approvisionnement alimentaire ».

Ce changement de comportement peut être interprété comme étant un comportement de panique qui a affecté tous les intervenants dans le système alimentaire (Etats, gestionnaires, opérateurs et consommateurs). Steven Taylor, psychologue clinicien et auteur de « The Psychology of Pandemics » (2019) dit : “it's that panicky behaviour is contagious”. La contagion du comportement fut plutôt plus rapide que celle de la maladie du COVID-19 car elle a été amplifiée par les médias sociaux et les actualités en ligne. Selon cet auteur, l'origine de la panique vient de la peur de la rareté. L'épidémiologiste de Harvard, Karestan Koenen dit que « l'achat de nourriture nous aide à nous sentir en contrôle » (Wilson, 2020).

3. Réponses/stratégies adaptatives des parties prenantes

Pour préserver la sécurité alimentaire tant au niveau global qu'au niveau local, plusieurs parties prenantes ont joué un rôle crucial pour réduire les effets de la crise :

- les institutions internationales, à l'instar de la FAO et l'IFPRI, ont dénoncé les restrictions à l'exportation des denrées alimentaires de base imposées par certains pays producteurs et, par ailleurs, elles ont produit des analyses et formulé des recommandations pertinentes pour juguler et arrêter la complication de la crise ;
- les Etats ont introduit des allègements sur les restrictions au déplacement de la main-d'œuvre (agricole notamment) et un assouplissement des procédures douanières pour faciliter le transport des marchandises ;
- la plupart des Gouvernements ont mis en œuvre des mesures de protection des catégories sociales vulnérables (pensions alimentaires, compensations financières, etc.) ;
- certains opérateurs économiques ont mis en place des filières d'e-commerce (Exemples : Inde et Chine notamment) ;
- les associations citoyennes ont joué un rôle crucial pour collecter les dons de solidarité et les distribuer aux plus démunis et aux populations confinées.

4. Sensibilité des pays importateurs nets de produits alimentaires

Une étude réalisée dans le contexte de la pandémie du Coronavirus simulant l'effet du recul de la production intérieure brute (PIB) dans tous les pays (hypothèses de diminution considérées: 2 points, 5 points et 10 points de pourcentage) sur la progression de la population sous-alimentée a montré trois scénarios allant de l'optimiste au pessimiste: une augmentation respective de 14,4 millions, 38,2 millions et 80,3 millions d'individus sous-alimentés dont la majorité de cette augmentation provient des pays à faible revenu et dans les pays importateurs net de produits alimentaires (FAO, 2020).

5. Fragilité du système alimentaire algérien

L'Algérie est considérée comme pays importateur net des produits alimentaires. Son système alimentaire dépend fortement du commerce international et il est caractérisé par une dualité entre :

- D'une part, des produits de base de large consommation (céréales, lait, légumes secs, sucres, huiles, etc.) distingués par une forte intervention de l'Etat et une dépendance critique vis-à-vis des marchés internationaux. On peut illustrer cela dans le cas des céréales: la production de céréales du pays est estimée à 6 millions de tonnes en 2017/2018 et la capacité de stockage à 5 millions de tonnes(3) et la prévision de consommation du blé donne 10,6 millions de tonnes en 2019/2020. La facture d'importation des céréales atteint 3,09 milliards \$ en 2018 et représente 36,09% du total des importations agricoles algériennes, selon les statistiques douanières.

Tableau 1: Importation de céréales par origine en 2018 (Source : USDA, 2019)

	Volume (MT) 2018	Part des pays fournisseurs (%) 2018
Blé tendre	6, 9	France (63%) ; Argentine (25%) ; USA (6%)
Blé dur	1, 8	Canada (64%) ; Mexique (23%) ; USA (9%)
Orge	0,52	France (51%) ; Ukraine (21%) ; Russie (17%)
Maïs	4, 2	Argentine (83%) ; Brésil (11%)

- D'autre part, des produits frais (fruits, légumes et viandes) régulés par le jeu de l'offre et de la demande (régulation par le marché) pour lesquels les taux de couverture sont élevés, néanmoins, la dépendance vis-à-vis du commerce international réside au niveau des intrants de production (aliments de bétail, semences, engrais et produits phytosanitaires).

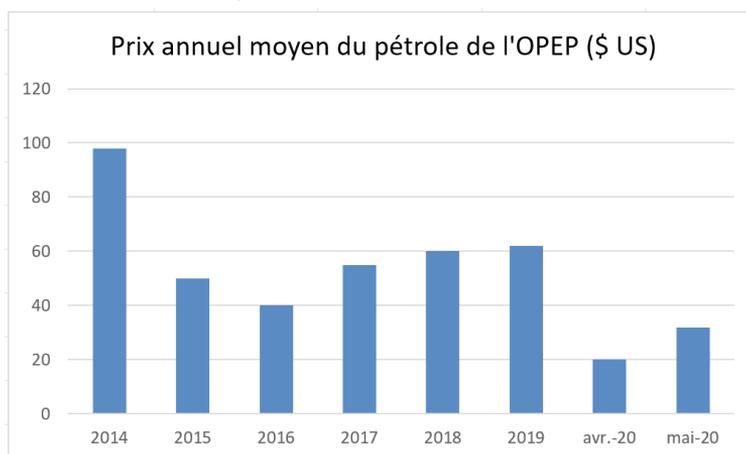
**Tableau 2: Taux moyen de couverture alimentaire 2008-12
(MADR-CNIS, in CREAD 2018)**

Produits	Production (T)	Taux de Couverture	Importations (T)
Blé dur	1 845 336	52%	1 702 636
Blé tendre	757 143	14%	4 497 606
Légumes secs	67 990	27%	182 145
Pomme de terre	3 237 336	100%	243
Autres légumes	5 156 943	99%	28009
Agrumes	956 798	99%	13 102
Dattes	662 498	100%	885
Autres fruits	1 324 679	80%	325 496
Huiles alimentaires	45 000	6%	708 611
Sucre	0%	0%	1387 831
Lait (ML)	2 307 000	44%	2 892 000
Viande rouge	331 180	85%	59 407
Viande blanche	257 460	100%	11
Poissons et crustacés	112 803	87%	17 577

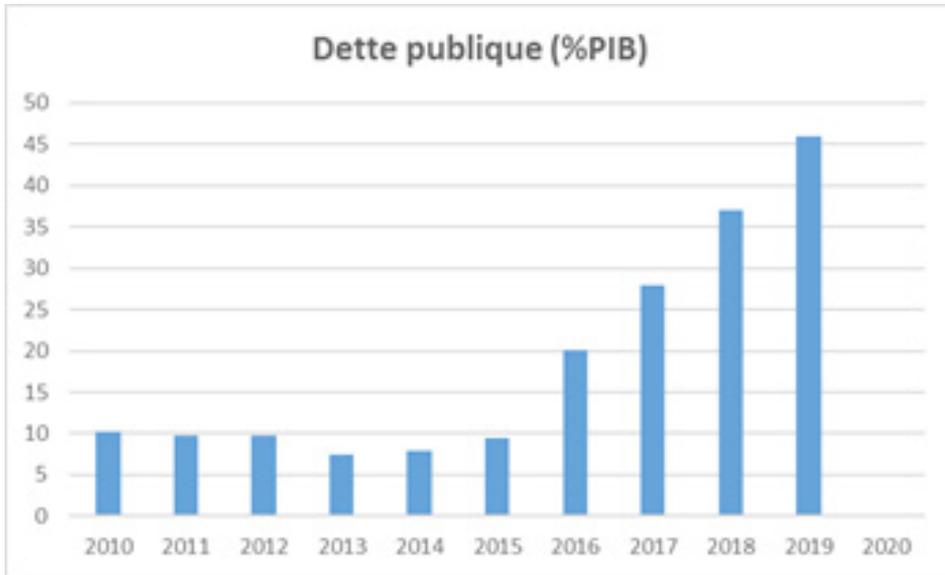
La balance commerciale agricole est en situation de déficit permanent: le déficit avoisine 7,7 milliards \$ en 2019 (sans comptabiliser la facture des intrants). Le financement de ce déficit dépend bien évidemment des recettes d'exportation des hydrocarbures. Chaque variation négative du prix international du pétrole impacte toujours sévèrement le système alimentaire local.

La situation économique de plus en plus difficile du pays risque d'avoir de graves répercussions sur le fonctionnement du système alimentaire et de menacer ainsi sérieusement la sécurité alimentaire des populations:

- le prix du pétrole, qui a considérablement diminué depuis 2014, a chuté davantage durant la crise du COVID-19 à cause du ralentissement de l'économie mondiale ;



- la dette publique a sensiblement augmenté durant les quatre dernières années, en passant de 9,9% à plus de 46% du PIB entre 2015 et 2019, ce qui limite la capacité de mobilisation des ressources financières publiques ;



- la facture d'importation est toujours élevée (42 milliards \$ en 2019 dont 8,1 milliards \$ de produits alimentaires, soit 19,3% du montant total des importations), tandis que les recettes d'exportation ont considérablement chuté (36 milliards \$ en 2019 dont 0,4 milliard \$ de produits alimentaires, soit environ 1% du total des recettes) ;
- les réserves de change prévues pour fin 2020 ne dépassent pas 44,2 milliards \$ (au lieu de 51,6 milliards \$ prévus initialement) alors qu'elles étaient de 194 milliards \$ en 2013.

Conclusion

La question de la souveraineté alimentaire revient en force compte tenu des difficultés rencontrées par les pays pour leur approvisionnement en aliments de base sur le marché international à cause des mesures de restriction à l'exportation décidées par certains pays producteurs et des

ruptures dans les chaînes d'approvisionnement. Cette crise montre que les biens alimentaires sont différents des autres marchandises, car ils sont intimement liés à la question de la souveraineté et, par conséquent, ils doivent bénéficier d'un traitement prioritaire.

Concernant les scénarii de relance du secteur agricole national, ils peuvent être construits autour des axes suivants:

i. Transposition du modèle agricole de l'Arizona dans le Sahara (relance de l'offre de produits de base). Ce modèle est représenté par des méga-fermes à haute intensité en capital financier et technologique. Les questions concernant ce modèle sont: Quel est le coût financier? Qui financera? Quels sont les impacts sur l'environnement et la santé publique?

ii. Adaptation du modèle de consommation alimentaire (action sur la demande). La subvention généralisée des prix à la consommation maintient une demande toujours élevée sur les produits de base (pain, semoule et lait notamment). La consommation annuelle moyenne du blé par l'Algérien dépasse 230 kg/habitant/an, soit la plus élevée au monde et dépasse très largement les pays voisins;

iii. Intégration régionale dans le secteur agro-alimentaire. L'option de coopération régionale, pour bénéficier des complémentarités de production entre pays voisins, constitue une réponse stratégique au défi commun de sécurité alimentaire;

iv. Modèle agro-écologique/territoires. La valorisation agro-écologique de la diversité des produits agricoles et des territoires est une option stratégique pour assurer une sécurité nutritionnelle, un développement socio-territorial et une protection de l'environnement et constitue un argument fort pour l'exportation vers les pays développés.

Références

1. Par décret du 31 mars, le gouvernement russe a fixé un contingent de 7 millions de tonnes de céréales à l'exportation pour une durée de 3 mois (1er avril – 30 juin).
2. L'Ukraine a imposé un contingent de 20,2 millions tonnes de céréales pour toute la campagne de commercialisation 2019-2020.
3. Un programme de réalisation en cours de 39 silos permettra d'atteindre une capacité de 6 millions de tonnes pour le stockage du blé (dur et tendre) et de l'orge (USDA, 2019).

Bibliographies

1. CREAD, 2018. Analyse de l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Algérie. Partie I de la Revue stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Algérie. Etude pour le compte du programme alimentaire mondial – PAM.
2. FAO - FPMA, 2020. Les prix internationaux des céréales. (FPMA suivi et analyse des prix alimentaires).
3. FAO, 2019. COVID-19 global economic recession: Avoiding hunger must be at the centre of the economic stimulus
4. Echeverría Ruben, 2020. Fixing the global food system after coronavirus.
5. (The blog series is edited by IFPRI)
6. Etwareea R., 2020. Le Covid-19 fait planer le spectre d'une pénurie alimentaire.
7. USDA Foreign Agricultural Service, 2019. Algeria Grain and Feed Annual 2019. Date: 3/24/2019 GAIN Report Number: AG1904
8. Wilson B, 2020. Stockpiling in the coronavirus crisis reveals about us.
9. World Food Program (WFP), 2020. COVID-19: Potential impact on the world's poorest people. A WFP analysis of the economic and food security implications of the pandemic.